

KPB – archief . Archives PCB
eigendom / propriété HISPATK-PATHISC
beheer / gestion DACOB & CARCOB

ARCHIEF PB
PB / BP 28

Nummer:

1.10.3

28

BP 28-1979

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 19 JANVIER 1979

PRESENTS: BLUME-COUSSEMENT- COUTEAU- DUCHATEAU- DUSSART- GLINEUR- SLEWIN- RENARD
TURF- VAN GEYT- WITHAGES-
EXCUSES: DEEROUWERE - DE CONINCK.

SITUATION POLITIQUE

Faire efforts pour diffuser prise de position du communiqué BP du 18/1 sur accord des négociateurs sur le moi anticrise.

- demander aux fédérations hennuyères de diffuser dès lundi, dans les entreprises, une résolution du communiqué BP
- M.COUTEAU téléphonera à Liège et J. Withages à ANVERS
- voir avec DUSSART pour les ACEC.

PREPARATION DU BUDGET 79"

- prendre acte que la préparation est en cours au secréta. et qu'il présentera au prochain BP les options sur lesquelles il faudra prendre position

PREPARATION CONGRES.

CALENDRIER.

- discussion du projet de document complémentaire au BP de JEUDI 25/1
- convoquer le CC pour discussion de ce document pour le WE du 3/3 (éventuellement le 4/2)
- proposer la tenue des congrès fédéraux du 10/2 au 3/4 mars (essayer de ne pas faire dépasser cette date limite).
- convoquer pour le 17/18 mars un CC pour discussion d'un avant projet de résolution du Congrès (résol. qui aura pu prendre en considération les conclusions des congrès fédéraux);

CONGRES NATIONAL: 30-31/3 et 1er avril.

REDACTION DU DOCUMENT COMPLEMENTAIRE. (cf. schéma de LVG)

- compte tenu des délais, il faudra scinder la rédaction. LVG proposera donc encore aujourd'hui, à S. NUDELHOLE, de rédiger la partie du schéma consacrée au rapport d'activité (pol. intern. et nat.) en essayant de s'en tenir à un survol synthétique des activités du P. et à P.JOYE celle consacrée à la nouvelle situation politique et aux grands axes de nos activités (cf. rapport CC du 6/1/79)

Pour l'international: évoquer les problèmes européens:

- notre conception sur le rôle et les prérogatives du parlement européen: les larges pouvoirs aux exécutifs ne peuvent se réaliser au détriment de ceux des parlements nationaux.
- notre position concernant l'élargissement de la CEE: le véritable problème n'est pas celui de l'élargissement ou non mais les conditions dans lesquelles il se réalise, c'est pourquoi:
 - pas d'objection de principe aux droits de ces peuples d'adhérer à la CEE (tenir compte que dans ces trois pays, ces peuples se sont débarrassés de dictatures et veulent aujourd'hui avoir des appuis dans le mouvement ouvrier
 - alors que les monopoles..... veulent réaliser une opération de dumping social, nous nous prononçons pour un alignement vers le haut des lois sociales et exigeons un minimum de garanties pour la situation actuelle en matière d'emploi, de salaires, de sécurité sociales, d'agriculture.

2.

Lorsque ces pays font des candidatures, il faudrait une concertation entre les représentants des travailleurs des pays des 9 avec ceux des pays du candidat, pour empêcher ces dumping

l'élargissement ne peut constituer un biais pour renforcer l'Otant et la politique des blous en Europe
(pas d'identité à établir entre l'entrée de l'Espagne dans la CEE et dans l'OTAN)

ORGANISATION DU CONGRES.

- Maintenir la formule prévue initialement avec les trois commissions
- le document complémentaire n'est soumis qu'aux congrès fédéraux sans pour autant s'opposer à des délibérations par des assemblées locales (...)
- Préparer une résolution (qui devra tenir compte des conclusions des congrès fédéraux).
- seront soumis à la discussion et à l'adoption par ces trois commissions
 - 1) le document complémentaire
 - 2) la résolution

TRIBUNE DE DISCUSSION:

- après la note envoyée par J.TURF et R.LEWIN, aux auteurs de contributions, leur envoyer une note complémentaire pour les informer de l'intention du CC d'élaborer un document complémentaire et par conséquent de leur droit de revoir leur contribution à la lumière de ce document.
- Répondre dans le même sens à Thé Dejace, -après contact avec lui, il faudra informer le CC de sa décision.
- prévoir l'ouverture de la Tribune dans la presse, la semaine suivant la publication du document complémentaire.

EVENEMENTS SUB EST ASIATIQUE.

accord sur texte de déclaration d'Albert De Coninck, à faire paraître dans DR et RV.

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 25 JANVIER 1979.

PRESENTS. Blume-Coussement- Couteau- Debrouwere- Duchateau- Dussart-
Glineur- Lewin- Turf- Van Geyt- Withages

EXCUSES: DE CONINCK RENEARD.

SITUATION POLITIQUE.

faire paraître un communiqué (compte rendu du congrès PS du 27/1):
axer sur la responsabilité des forces de gauche pour faire échec à la
manoeuvre de W.Martens.

- PROJET DE DOCUMENT COMPLEMENTAIRE EN VUE DU CONGRES.

pour l'expédition du document aux membres du CC, s'en tenir à signaler
dans le projet, les passages qui devront être précisés, nuancés ou
complétés et notamment:

(pour le volet I) indiquer que la bataille pour les 100.000 emplois
n'a pas été la même dans toutes les fédérations)

pour le volet II.:

- sur bilan élections, être plus précis: c^ pour Flandre, affirmer
que les résultats permettent de tracer des perspectives plus intéres-
santes et voir conclusions des conseils régionaux

- sur liaison résultats et application de la ligne du parti:

reprendre l'exposé dans rapport CC du 6/1/79

- sur élections syndicales: reprendre exposé sur rapports syndicats-
partis

pour volet III.:

- sur Droits de l'homme: insister sur la cohésion de nos positions
même si elle n'a pas toujours été comprise dans le parti

- s/eurocommunisme : préciser que notre conception s'inscrit dans
notre option de voie belge au socialisme - faire allusions aux inter-
prétations erronées qui ont suscité de grandes difficultés;

- annoncer qu'un CC (9/2) discutera de l'enjeu des élections (à pré-
parer pour BP du 2/2/)

pour évoquer le problème des discussions internes au Parti

d'ici le CC du 3/12, préparer certains textes complémentaires ou
propositions orales d'amélioration du texte

- envisager notamment sur problème Partis-syndicats, un Faits et Argu-
ments comprenant:

- rapport CC du 6/1/79

- rapports aux Conseils régionaux
- une note de Dussart (au départ de son interview - à mettre éventuellement au point Dussart-R.Lewin)
- envisager certaines contributions de membres BP et CC sur thèmes fondamentaux dans le Tribune de discussion
- communiquer aux membres du BP la traduction de l'article de Turf dans VMT (réponse à l'article de Vermeersch sur Eurocommunisme)

OPTIONS BUDGETAIRES.

- accord sur options proposées au secrétariat (et sous réserve examen par Commissions Budget et Ressources) à savoir présenter au CC: augmentation nombre de nouveaux permanents (4) en plus de ceux inscrits dans Budget 1978 et n'ont pas été embauchés)
(pour Bruxelles: en principe d'accord - en raison dimension régionale- d'inscrire un poste pour un 4e permanent dont les termes et les délais d'application seront encore à préciser).
- prévoir un poste 1/2 permanent pour Commission CC "Femmes"

REMUNERATIONS.

- accord sur augmentation de 5% calculée sur barème cadre politique supérieur
- accord pour envisager pour 1979- et sans engagement pour le futur - une prime de fin d'année équivalente à 5% du traitement individuel (payement net)
- pour journalistes DR: proposer au CC le vote d'une résolution interprétative des tstatuts et étendant aux journalistes la règle appliquée aux élus nationaux (remboursement au Parti la différence entre barème permanent P et celui par Aide à la Presse)- sous déduction de charges complémentaires
modalités à encore examiner
- accord de prévoir une indemnité de 2.500F. par mois pour frais de dactylographie des parlementaires de Charleroi
- Budget de propagande: (comprenant le volet régionalisé et les enveloppes fédérales de propag.) accord sur ventilation proposée au secret. du 23/1 mais vérifier encore si la proposition pour la Wallonie constitue une réelle augmentation de 5%

- pour contributions des fédérations au Fonds de Combat et cotisations: examiner au prochain secrétariat avec U. Coussement comment arriver dans certaines fédérations - du Hainaut- à un meilleur équilibre de leurs budgets Recettes et Dépenses.

- augmentations imposées du prix de vente et tarifs abonnements DR: accord pour les propositions à faire au CC..

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 2 FEVRIER 1979

PRESENTS: BLUME- COUSSEMENT- COUTEAU- DEBROUWERE- DE CONINCK- LUCHATEAU- GLINEUR-
LEWIN- RENARD- TURF- VAN GEYT- WILHAGES
EXCUSE/ DUSSART

- GARANTIE GOUVERNEMENTALE POUR L'ACHAT D'URANIUM EN AFRIQUE DU SUD.

publier aujourd'hui un communiqué (contre le fait accompli)

REPOSE AU COMITE 1er M.I.

- 1) accord sur le texte de la réponse (à faire paraître dans notre presse)
- 2) proposer à Dhanis (aumonier MOC) et à J. YERNA (FGTB) d'avoir un entretien avec eux pour leur exprimer notre étonnement de les voir cautionner certaines positions du comité.

PREPARATION DU CC DU 3/2

ORDRE DU JOUR DE S TRAVAUX.

- 1) Le projet de Budget 1979- par U.COUSSEMENT

+ statut financier des rédacteur "

+ information sur budget Maison de la Presse : J.MOINS

- 2) DOCUMENT CONGRESSUEL COMPLEMENTAIRE

rapporteur: Claude RENARD

(assisté de S. NUDLEHOLE)

- 3) situation politique: demander suggestions éventuelles sur base communiqués R? de ces derniers jours

PRESIDENTS DE SEANCE: matin : J. DE GEYTER

a/ midi : P. GILLES

PREPARATION DU COMITE CENTRAL DU 9/2

Envisager à l'ORDRE DU JOUR:

1) enjeu des élections européennes

2) bilan des membres CC sortants et "ventilation" communautaire du nombre de membres du prochain CC

3) éventuellement réponse du CC à la contribution de Dejace à la Tribune de discussion

- TRIBUNE DE DISCUSSION.

- réponse du CC à Dejace: devra être adaptée même si ce dernier ne changeait sa contribution
- date d'ouverture: à mettre au point au prochain secrétariat
- examiner au secrétariat, le remplacement de Turf par Debrouwere en qualité de co-responsable de l'organisation de la Tribune

ELECTIONS EUROPEENNES.

PROJET DE MANIFESTE.

- adapter le texte à la lumière des événements récents en tenant compte des enseignements de la bataille électorale du 17/12
- introduire les éléments suivants:

- rôle accru du grand capital et de la droite européenne
- les partis socialistes sont les co-exécutants actifs de cette politique et donc utilité de voter PC plutôt que sur des listes de gauche participant à la politique de la droite
- évoquer notre position sur Europe Verte
- introduire notre position sur élargissement CEE

-Elargissement CEE

- se prononcer en faveur d'un processus qui crée les conditions rendant acceptable l'entrée de nouveaux pays, en faveur d'une dynamique vers l'élargissement qui ne porte pas atteinte aux intérêts des travailleurs belges et autres
- opposition à ce que la droite s'en saisisse pour procéder à un vaste "dumping social"
 - l'égalisation vers le haut
- opposition à un élargissement favorisant la politique des blocs; nécessité de dissociation entrée CEE et OTAN.

- essayer de faire parvenir le projet de texte amendé aux membres du CC avant le 9/2- leur communiquer aussi, pour information le document (Du Bosch) de la Commission des affaires étrangères (en y introduisant les éléments nouveaux du Manifeste)
- prévoir dans la campagne du manifeste , des démarches auprès du Gouvernement et des interventions parlementaires sur les problèmes soulevés dans le manifeste.

CALENDRIER DES ELECTIONS.

PROPOSITION DU SIGLE ET ATTRIBUTION N° le 27 AVRIL (demande déposée par 5 PARLEMENTAIRES)

- DEPOT LISTES DE CANDIDATS: 4 MAI (par 5 parlementaires de chaque groupe ou 1000 électeurs par province)

- Le Bureau communautaire flamand devra envisager les mesures appropriées pour la récolte des signatures
- pour confection des listes de candidats:
à préparer par les bureaux flamands et wallon (sur proposition de Turf et Renard)
proposer la ratification par le 23e congrès

MEETING INTERNATIONAL DANS CADRE DE LA CAMPAGNE ELECTORALE.

En réponse à la proposition du PCF, l'informer que nous considérons contre-indiqué un meeting bilatéral à Bruxelles et lui faire la proposition ci-après:

- l'annonce en commun par 4 PARTIS (PCF-PCI-PCN et PCB... les 4 partis qui avaient des points de convergences lors des entretiens élargis) de tenir à Bruxelles un meeting sur les trois points de convergences:
 - emploi = 35 h.
 - démocratie et lutte contre interdits professionnels et contre "espace judiciaire" européen
 - action pour la détente et le désarmement (autour de la conférence de Vienne)

BILATERALES à envisager dans le cadre de la campagne

- prendre acte proposition transmise au PCI
- envisager une bilatérale avec le PCE avant le 10 juin

POSITION SUR COMMUNAUTARISATION DE L'ENSEIGNEMENT.

- cf. intervention LNG au Parlement (sur revision constitutionnelle)
- nous estimons qu'il faut créer les conditions politiques favorables à l'instauration de la communautarisation dont nous sommes partisans
- ces conditions pourraient être créées grâce à l'organisation d'un Pacte de l'Enseignement (cf. le Pacte Culturel) qui devrait encourager les initiatives susceptibles d'éviter que les majorités n'abusent de leur pouvoir et qui permettrait d'évoluer vers

une école pluraliste et démocratique à partir d'accords à la base et pas seulement entre les hiérarchies. Un tel pacte pourrait contribuer à préparer la révision de l'art.50 bis de la constitution

- préparer une note en ce sens pour la commission CC Enseignement qui se réunit le 15.2

INFORMATIONS SUR RENCONTRES BILATERALES.

à mettre en tête de l'OJ du prochain BP celui du 16/2

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 16 FEVRIER 1979

PRESENTS: BLUME- COUTEAU- DEBROUWERE- DE CONINCK- DUCHATEAU- GLINEUR- LEWIN-
RENARD- TURF- VAN GEYT- WITHAGES.

EXCUSES: COUSSEMENT- DUSSART

INFORMATIONS SUR ENTREVUES BILATERALES.

- prendre acte des informations sur entrevue avec CC du PCUS (Renard et Duchateau)
 - " " " " avec CC P.C.Tchèqueoslovaquie (Eurf et Dussart)
 - " " " " avec Ambassadeur du Vietnam
- L.V.G.

- envisager de donner suite à la proposition de fournir plus d'explications à la section de politique étrangère et aux membres du BP qui désireraient se joindre au groupe

Il se dégage de l'ensemble de ces entretiens que doit rester dominante pour nous la préoccupation de lutter pour "neutraliser positivement" certaines forces y compris certaines au pouvoir en Europe occidentale.

CERTAINES PROPOSITIONS AU SUJET DE NOS POSITIONS VIETNAM-CAMBODGE

- lettre de Louise Gotowitch : la communiquer aux membre du BP ET à ceux de la section de politique étrangère

: prévoir une réponse au nom du BP

note de Pierre Joye: LVG et A. DE CONINCK auront un entretien avec lui

PREPARATION DU XXIIIe CONGRES.

PROCHAIN CC: mercredi 28 février à 18.30h.

ORDRE DU JOUR: avis sur les membres CC sortants

- membres nouveaux par communauté
- nouvelle contribution de Dejacque à la Trib. de Disc.
- TRIBUNE DE DISCUSSION:

- ouverture pour les deux journeaux le 1/3/
- annoncer que les dernières contributions doivent être rentrées au plus tard pour le 15 mars
- s'informer auprès de Dejacque s'il considère sa première contribution comme inexistante
- veiller à avoir dans chaque publication, une contribution par un membre du BP; développement de certains points controversés dans le Parti (notamment sur certains problèmes soulevés dans la nouvelle contribution de Dejacque)

Recommandations à faire à la Commission des Candidatures:

- sur nombre de membres par communauté:

accord pour proposer au CC 38 pour les membres wallons et francophones de
Bruxelles

30 " " flamands et néerland. de Brux.

En ce qui concerne le nombre de membres Bruxellois par aile, prévoir un échange de vues dans les bureaux respectifs et en cas de difficultés, soumettre le problème au BP

- pour certains membres (sortants et nouveaux) envisager de les faire présenter par le CC

- pour les membres d'honneur du CC: réfléchir encore au maintien ou non de la formule sur base du critère de départ (poursuite des activités) dans des mouvements autres que le P.)

CF DE LIEGE DE CE 16/2 (participation de LVG et DUCHATEAU°

accord pour que LVG y soulève les problèmes qui devront faire l'objet d'un consensus suffisant au lendemain du XXII^e congrès

1) la politisation des luttes et l'importance des fronts politiques devant s'inscrire dans l'orientation vers une majorité progressiste wallonne (absence d'efforts de Liège résultant d'ailleurs d'une certaine justification théorique)

2) sur problèmes internationaux: on peut admettre des appréciations différentes sur les vertus et défauts du socialisme réalisé, mais ne peut être mise en cause notre conception fondamentale axée sur les conditions de lutte différentes impliquant de droit pour le parti d'exprimer des opinions critiques

3) le fonctionnement du parti: ne peuvent être admises certaines pratiques nouvelles liées à une conception de dualité de direction. Des prises de position nouvelles doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec la direction du Parti.

SITUATION POLITIQUE.

Devant la dégradation de la situation il s'avère important et urgent de rendre publiques par une déclaration du BP certaines propositions qui permettraient de débloquer la situation:

1° sur emploi: actualiser certaines propositions et présenter le séquestre comme un des moyens

2) sur régions et communautés:

a) les majorités et les exécutifs régionaux peuvent avoir une coloration

autre que celle du pouvoir central- c'est^pourquoi importance de procéder sans tarder (le 10/6) à des assemblées régionales élues

b) pour Bruxelles: sans préjuger de l'avenir, proposer que pour cette élection, les électeurs des 6 communes à facilités puissent voter pour l'assemblée flamande ou francophone

c) si ces dispositions étaient appliquées, le PCB fournirait les voix nécessaires pour obtenir le quorum des 2/3 en stipulant nettement que cet apport de voix ne concerne que l'impasse communautaire et ne pourrait d'aucune manière lier le parti à la politique gouvernementale

LVG préparera pour lundi un schéma (qui sera mis en forme par J.Blume) et discuté au secrétariat de mardi 20/2

convoquer une conférence de presse pour mercredi 23/2) à 11.H.15

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 2/3/1979

PRESENTS: BLUME- COUSSEMENT- COUTEAU- DEBROUWERE- DUCHATEAU- DUSSART-
GLINEUR- LEWIN- RENARD- TURF- VAN GEYT- WITHAGES.

EXCUSE: DE CONINCK

BATAILLES DU PARTI DANS LA CRISE POLITIQUE.

Manoeuvres de la droite pour tenter de donner un semblant de solution
à la crise par la constitution d'un nouveau gvt VDB.

- Mais savoir se saisir des ouvertures qui se présentent:

cf. le développement des luttes:

en Flandre: phénomène nouveau, d'actions se déroulant au niveau
sous régional (Lokeren, région du Ruppel- Audenaerde)

région de Charleroi: à l'initiative du Parti, démarche de Glaver-
bel chez les parlementaires de la région et au Parlement

Bruxelles : cf. Starcoat

Borinage: réunion prévue entre Bureau FGTB et parlementaires
socialistes et communistes sur situation alarmante de l'emploi.

- Faire la jonction entre toutes ces luttes et:

1) Journée FGTB (voire FCS?) du 29/3 (malgré certaines tentatives
de créer des obstacles)

2) la convocation du Parlementa aussi pour le 29/3

- Importante de initiatives à l'échelle du chaque région pour relier
ces luttes aux luttes politiques régionales et nationale : mettre accent
sur mot d'ordre d'élections directes et allusion à la situation internat.
(Vietnam)

: faire efforts pour publier endéans la huitaine des tracts régionaux
En Flandre, alerter sur la déliquescence de certaines structures FGTB
en Wallonie, faite allusion très explicite à la majorité de gauche
dans le Hainaut

- organiser avant le Congrès fédéral de Liège, une entrevue délégation
BP avec délégation secrét.fédéral pour aider ce dernier à dégager une
orientation s'inscrivant dans les luttes politiques actuelles.

COMMUNIQUE SUR SITUATION POLITIQUE.

accord sur texte, compte tenu des amendements qui y seront encore apportés.

PROJET DE RESOLUTION POUR LE 23e CONGRES.

surbase su schéma rédigé par LVG, J.BLUME et J.DEBROUWERE prépareront un avant projet de texte à soumettre aux membres du CC à la réunion du 17.3

Discussion de leur projet à un BP extraordinaire JEUDI 8/3 à 10H.

Ce projet de résolution sera discuté par parties, par les 3 commissions du Congrès
Commissions du Congrès:

COMMISSION I.: TURF- Duchart et dans la mesure du possible VAN GEYT

COMMISSION II.: RENARD: De Coninck- Blume et Duchateau (ces deux derniers examineront lequel d'entre eux pourrait plutôt passer à la Commission n°1)

COMMISSION III: GLINEUR : Debrouwere) Lewin

COMMISSION CANDIDATURES: COUSSEMENT= assisté de Couteau et Withages

PERSPECTIVES ELECTIONS STATUTAIRES.

pour le CC:

pour les sortants: prévoir la rencontre envisagée au dernier CC entre délégation BP plus comité St Niklaas plus délégation CF Gand

vérifier si Buchet est candidat et avoir un entretien avec lui
avoir aussi un entretien avec CC et RR

pour les nouveaux: lorsqu'on sera en présence de la liste complète de l'ensemble des candidats nouveaux, examiner la situation en tenant compte des remarques de certains camarades quant au manque d'ouverture du côté wallon et francophone et réfléchir à une certaine rotation CC et Conseils régionaux

pour le BP : pour le candidat flamand: confirmation de l'accord précédent

pour le candidat wallon: organiser un entretien entre l'intéressé et les camarades Renard, Couteau et Duchateau

pour les bureaux régionaux: envisager un élargissement

LISTES CANDIDATS POUR ELECTIONS EUROPEENNES.

pour la liste francophone: convoquer une réunion du conseil régional wallon plus francophones du conseil régional de Bruxelles

- envisager dans des délais rapprochés, la consultation des fédérations sur les candidats proposés pour leur fédérations

.. parrainage de la liste néerlandophone : à suivre par Turf pour les signatures de Parlementaires - à défaut, mettre rapidement en route la récolte des 5000 signatures

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 25 MAI 1979.

PRESENTS: BLUME- COUSSEMENT- COUTEAU- DEBROUWERE- DE CONINCK- DUCHATEAU- DUSSART-
GLINEUR-LEWIN-LOOSE-RENARD-TURF-VAN GEYT-WITHAGES

EXCUSE: BEAUVOIS.

PREPARATION DU COMITE CENTRAL DU 26/5

- Discussion des propositions de fonctionnement du parti et d'organisation des structures.

La discussion ne sera pas exclusive et sera poursuivie au CC du 23/6

- seront cependant soumis à un vote:

- 1) la ratification de l'accroissement du nombre de membres complémentaires élus par les conférences régionales (passer de 50 à 75% du nombre des membres du CC).
- 2) la proposition de procéder au CC du 23/6 à l'élection (par ailes) des membres bruxellois pour les bureaux communautaires, sur proposition des bruxellois
- 3) la proposition de charger la CCP (dans sa composition actuelle: Blume-Baligand Bonnet, Van Borm et Withages) d'assurer l'expédition des affaires courantes pendant quelques mois encore

- En ce qui concerne la région bruxelloise: il y aura lieu de souligner que pour les matières propres à la région, la région de Bruxelles dispose des mêmes droits et devoirs que les deux autres régions. Néanmoins, des difficultés subsisteront qu'il faudra essayer de surmonter sur une base pragmatique: notamment préciser les rapports du secrétariat national avec la régionale et pour la propagande, organiser d'office des contacts avec un responsable régional à même de veiller à ce qui peut être ou non appliqué.

- Pour la presse: rappeler que l'orientation générale relève des instances nationales tandis que toutes les décisions pratiques sont du ressort des deux bureaux et Conseils communautaires

--- en ce qui concerne l'Administration de la Maison de la Presse, il faudra rechercher les moyens assurant, dans l'équipe de l'Administration, une présence spécifique, représentative de la Communauté flamande

- Groupe ad hoc sur ENERGIE: d'ici demain, Turf et Lewin prépareront des propositions de composition du groupe à soumettre au CC (env. 6 membres dont Joye et Nagels et en tous cas 2 membres du BP Turf et Beauvois).

Ce groupe devrait essayer d'être prêt avec son document de réflexion pour la fin juin (et au plus tard pour les premiers jours de septembre).

- Les responsables commission du CC et les responsables du groupe ad hoc pour la révision du Règlement d'ordre intérieur : seront désignés au CC du 23/6

Un calendrier de réunions jusqu'à fin 1979-début 80 sera également élaboré pour le CC du 23/6 (en ce compris les dates des congrès fédéraux et des conférences régionales).

Les brochures sur le Plan d'urgence du XXIIIe congrès signaler qu'elles sont en voie de fabrication... Cl. Renard veillera à faire progresser le texte d'avant-propos.

RAPPORTS POLITIQUES : seront présentés au départ des conclusions du 23e Congrès et des deux conférences régionales et dans la perspective de l'échéance du 10 juin - accord sur schéma général de présentation

- Inclure dans les rapports, les éléments nouveaux et plus marquants depuis les conférences à savoir une certaine montée de la droite ultra qui veut passer à une offensive plus intense après le 10 juin.

Cela implique la nécessité d'examiner la situation dans une dynamique de lutte: repousser la tendance au repli et faire en sorte que les réformistes et les modérés de droite ne fassent pas le jeu de ces ultras.

Dès lors, montrer que la solution pour ces forces n'est pas d'être accommodantes mais d'imposer au pouvoir des solutions satisfaisantes ou bien d'aller vers des batailles.

Développer certains aspects nouveaux:

- notre position à l'égard des monopoles RFA: ne pas présenter la RFA comme un bloc homogène (La candidature de Strauss à la chancellerie permet précisément de lutter contre la droite allemande sans mettre tout le monde dans le même sac).

-- les luttes sociales:

-ACEC: souligner la valeur politique de la bataille en cours d'autant plus difficile que le Gouvernement et Fabrimétal se sont enfermés dans un carcan

-- enseignement: souligner le développement du mot d'ordre-clé du Parti , c'est-à-dire le report vers la dimension politique: cf. pétition du Brabant wallon; cf. assemblée de La Louvière, cf. rencontre LVG et délégation syndicale sous secteur "Etat"; vérifier s'il y a des perspectives à Namur.

--- autres services publics:

cheminots: cf. discours de Tonneaux

alerte au sujet du projet gouvernemental d'organiser la "mobilité générale" dans les services publics (cf. Cité du 23/5)

- les nouvelles escalades linguistiques (Fourons mais aussi Pecq-Armentières)
Les récents incidents servent d'élément de diversion par les pires ultras; la droit
mise sur ces escalades et en Flandre elles aboutissent au fait que les forces démocr-
tiques taisent leurs critiques à l'égard des VMO
Rappeler notre position démontrée par les faits à savoir qu'on ne peut trouver une
solution ponctuelle sans un règlement global... et le gouvernement ajourne sans
cesse la solution démocratique des problèmes des communautés.

- Communiqué sur projet d'installation de missiles Pershing.
accord sur texte à publier...

RELATIONS INTERNATIONALES.

- Informations sur bilatérale avec le CPN (Dbrouwere et Loose): en prendre acte...
et aussi de leur tenu aujourd'hui à Anvers d'une conférence de presse et d'un meeting
bi-latéraux.

Information sur bilatérale avec PCI-PCB(LVG- Duchateau, Debrouwere -Moins) idem:
en prendre acte

Information sur bilatérale DKP (De Coninck et DEbrouwere) accord pris pour procéder
à des reportages dans les deux pays.

Bilatérale avec PC espagnol (28/5-
essayer d'avoir un accord dans le communiqué sur exposé de notre point de vue sur
conditions d'entrée dans la CEE et sur entrée de l'Espagne à l'OTAN.

P.C. Portugais: A. DE CONINCK lors de sa présence au Congrès, proposera une bilatérale
à Bruxelles après le 10/6 et avant les vacances.

Bilatérale: avec la Grèce: à envisager ultérieurement.

NOTE AU BUREAU POLITIQUE

§ Reprendre Copie à chaque membre.

Le programme d'urgence adopté à notre 23me congrès est déjà oublié par tous ceux qui l'ont voté, et bien entendu par les autres.

Je suggère deux initiatives.

- I) exhumer les documents du congrès - résolutions et programme d'urgence - et les diffuser sous une forme à étudier. Avait-on prévu l'édition d'une brochure plus générale sur le congrès ? Rien n'a-t-il été programmé ? En tout état de cause, il me semble que l'immense travail politique accompli avant et pendant le congrès ne peut être remisé dans un classeur. Il faut le sortir du classeur et le diffuser au moins dans les organisations du parti.
- 2) de nombreux points du programme d'urgence sont rédigés en termes sommaires, et méritent d'être développés. Certains pourraient utilement faire l'objet d'études par les commissions existantes. D'autres pourraient faire l'objet ou être le point de départ d'articles du DR et de contributions de lecteurs. Dans cette dernière catégorie, je range par ex. des points tels que :
- l'application stricte de la législation sur la durée du travail ;
 - l'embauche d'agents statutaires nécessaire au bon fonctionnement des services publics
 - l'extension des droits des conseils d'entreprise.
 - le refus de tout pacte social

Je voudrais un échange de vues sur ces propositions.

R.L.

25 mai 79

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 8 JUIN 1979

PRESENTS: BLUME- COUSSEMENT- DEBROUWERE- DE CONINCK- DUCHATEAU- GLINEUR- LEWIN-
LOOSE- RENARD- TURF- VAN GEYT- WITHAGES.

EXCUSES: BEAUVOIS- COUTEAU- DUSSART

PREPARATION DU CC DU 23/6

PROPOSITIONS POUR LES COMMISSIONS CC.

- préparer une note de réflexion pour les membres du CC: un exposé succinct de nos orientations c'est-à-dire améliorer le fonctionnement et la liaison entre les commission et le CC

y souligner l'effort fait pour rencontrer certaines propositions contenues dans la note de J.Lemaître et dont d'autres devront être reportées en raison des limites de nos possibilités actuelles.

Mettre en évidence, quelques innovations:

-- les commissions pourront se référer à un membre du BP chargé du "follow up" politique (des propositions concrètes seront préparées en vue des bureaux communautaires du 15/6)

--La composition des commissions ne sera pas limitée à des spécialistes - y prévoir également des "politiques"

- La cellule commission et de coordination veilleront à assurer une meilleure coordination entre les préoccupations du BP liées à l'actualité directe et celles des Commissions

- la sortie régulière du bulletin du CC avec une information synthétique sur les travaux des commissions

- sans procéder à des fusions de commissions (notamment éducation nationale et enseignement supérieur) des réunions communes seront prévues une ou deux fois par an ou sur des problèmes précis...

- Propositions de responsables des commissions (les consulter au préalable)

- demander également aux membres du CC de poser leur candidature pour la Commission

qui les intéresse. (la répartition définitive devra se faire par le BP sur base d'une vue d'ensemble).

EDUCATION NATIONALE: J. DE GEYTER et DIRK VONCKX

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR:ET RECHERCHE: P.GILLIS

POLITIQUE CULTURELLE FRANC. R. LEWIN

NEERL. Phil.DELMOTTE

prévoir concertation entre les deux bureaux

PROCES VERBAL DU BUREAU WALLON DU 8.6.79

PRESENTS: BLUME- COUSSEMENT DUCHATEAU GLINEUR LEWIN RENARD
EXCUSES: BEAUVOIS COUTEAU DUSSART

POURSUITE ENTREVUE AVEC RENE NOEL. (accompagné de Noella Dinant)

prendre acte de ce que l'entrevue entre Coussement et Noel - prévu lors du Bureau wallon du 4/5 - a eu lieu et que Coussement a informé Noel:

- 1) que la fédération n'accepterait pas une collaboration avec le groupe "Pour le socialisme":
- 2) que l'éjection de Martine Casterman de la Maison des Jeunes a provoqué au sein de la fédération, un état d'hostilité latente à l'égard de Noel.
- Alors que le fond des difficultés avec Noel résulte de son orientation sur le problème des alliances et de sa tendance à privilégier des interlocuteurs contre lesquels le Parti a de sérieuses préventions, Noel demande l'aide du Parti pour réaliser son projet de rupture avec G. (sans rompre avec J.P.V., avec une fraction du RW et des gens de "Tribunes socialistes")
- Le Bureau marque son accord pour que la fédération apporte cette aide consistant actuellement en une politique en septembre au comité de rédaction d'Agir

Les modalités et étapes seront établies entre Coussement et Noel sur initiative de Noel.

Le 11/6/1979

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE.

Cher. camarade ,

Je te rappelle que nous avons décidé de tenir une réunion extraordinaire du B.P.
CE VENDREDI 15 JUIN à 14.30h.

pour discuter des propositions de réformes de la CCP.

Veux-tu à cet effet, revoir la note préparée en son temps par Jean Blume et qui
t'a été renvoyée très récemment.

Bien fraternellement

L. VAN GEYT

POLITIQUE COMMUNALE: M. MAGIS assisté de L.ROTH et M.LEVAUX
 FEMMES: M. GUISSÉ prévoir présences masculines
 URBANISME ET ENVIRONNEMENT: J.MOINS prévoir un vice-président flamand
 AGRICULTURE (wallonne) J. DU BOSCH
 INDEPENDANTS: U. COUSSEMENT
 POLITIQUE ETRANGERE: JAN DEBROUWERE
 SANTE PUBLIQUE ET CADRE DE VIE: J.LEMAITRE assisté du Cam. Baert(Alost) et comme secrétaire J.P. MICHIELS.
 SOCIALE/ G. GLINEUR assisté de R. DE SMET et chercher un ou une secrétaire
 DEFENSE NATIONALE; JUSTIN VAN MOER
 LIBERTES DEMOCRATIQUES: FR. BAILLY assisté de W.CEUPPENS
 (devra prévoir des sous groupes) et notamment pour l'étude des dispositions légales qui peuvent porter entrave à l'activité des travailleurs)
 PORTUAIRE: L.LOOSE
 FONCTION PUBLIQUE: fl. VANDERWINCK

Pour les problèmes économiques, il ne s'avère pas nécessaire de consulter une commission compte tenu des collaborations qui fonctionnent par le GEM, par VMT et par P.Jàye
 Prévoir une entrevue avec J.LEMAITRE (Susa Nudelhole et un membre du BP , si possible Cl.RENARD) pour lui expliquer les raisons pour lesquelles nous n'avons pu retenir la globalité de ses propositions.
 - pour la commissions culturelle francophone: demander un accord de principe de travail entre la fondation Jacquemotte et le Club Renotte

PROPOSITIONS POUR GROUPE AD HOC "AMENDEMENTS AU R.O.I."
 RESPONSABLES: GLINEUR ET DEBROUWERE
 WITHAGES
 FRISON
 DE SMET A.
 MICHEELS JP
 DE KERKHOVE R.
 M. BERGEN
 MOINS

CANDIDATS BRUXELLOIS POUR LES BUREAUX COMMUNAUX.
 C'est le bureau wallon qui devra statuer sur une éventuelle proposition de porter le nombre de candidats à 2
 Le bureau régional bruxelles (du 11/6) organisera la réunion avec les membres bruxellois du CC pour préparer le(les) candidature(s) à présenter au CC du 23/6

PROPOSITIONS CALENDRIER DU CC.
 - prendre option pour le 7/9 (soirée) pour une séance de rentrée politique
 - 13/10: CC sur énergie (si le 7/9 n'était pas retenu, celui du 13/10 devrait s'étendre deux jours)
 8/12- sur Budget 1980-
 s/modification ROI
 - sur projet document pour congrès fédéraux

PROPOSITIONS DATE DES CONGRES FEDERAUX: mars 1980

PROCHAINS BP.
 le 15/6 à 14.30h. pour discuter de la réforme et de la composition de la CCP
 le 22/6 à 10h/ sur préparation CC du 23/6
 sur manière d'améliorer la traduction, des orientations politiques dans la pratique

PROPOSITION DE LOI SUR ASSISTANCE JUDICIAIRE.

J.TURF: récommuniquera le texte à LVG pour qu'il puisse préciser ses propositions d'amendements et accélérer ainsi le dépôt de cette proposition

GROUPE AD HOC SUR ENERGIE

prendre acte membres complémentaires: L.LOOSE ET DANIEL DE SCHEMAEKER

prendre acte qu'il sera convoqué dans la semaine du 18 au 23/6 sur base note préalable élaborée par Turf et Beauvois

SITUATION POLITIQUE.

LUTTES SOCIALES: le potentiel de lutte restera grand:

cf. enseignement: (cf. motion unanime du conseil communal d'Anderlecht)

cf. ACEC: ex aminer avec R.Fussart s'il n'y a pas lieu de reprendre une initiative politique

cf. RBP: malgré la poursuite de l'occupation dans des conditions difficiles, l'engagement des forces syndicales a tendance à progresser et la dernière réunion offre des possibilités de relance en direction des élus socialistes

- cf. négociations interprofessionnelles: on du être reportées à la rentrée

cf. la révolte contre l'augmentation des loyers des logements sociaux et assemblée plénière prévue à Turnhout pour le 15/6 à 21h. avec les élus de la région en vue de proposer des initiatives législatives

RESULTATS ELECTORAUX EUROPEENS.

propositions pour les premiers commentaires: même si il y a un tassement global de la gauche, mettre en cause la manière dont la droite "mise en réserve" (Les Tindemans, Damseaux, Beyer) a su profiter des cartes que lui offraient ses "concurrents" réformistes en ne présentant pas une alternative de gauche.

Toutefois même si la droite progressait, le rapport des forces ne serait pas profondément changé car le potentiel de lutte du 29/3 reste intact et disponible pour la rentrée.

POURSUITES JUDICIAIRES EN TCHECOSLOVAQUIE.

- accord pour que: -LVG adresse une lettre à Husak pour réaffirmer notre point de vue à ce sujet

-- publier un communiqué signalant qu'une démarche a été entreprise

PERMANENCE AU CENTRE DU PARTI (le 10/6)

J.Withages organisera une permanence (des deux rôles linguistiques) pour enregistrer les résultats qui pourraient être communiqués par les fédérations et pour prendre contacts éventuels avec les camarades de la direction au ministère de l'intérieur

José Gotovitch

1190 Bruxelles, le 15 juil 1979
52, rue Henri Maubel

Note pour le Bureau Politique

Problème de l'histoire et des archives du Parti

Je tiens à préciser d'emblée que cette note est purement personnelle et n'engage donc pas CHEMA dont les préoccupations et l'objectif ne sont pas centrés sur ce problème.

Le colloque tenu récemment a montré seulement que l'intérêt et certaines forces existent en rapport avec ces questions et qu'il peut être sans doute tenté quelque chose qui aille au-delà de la position communiquée par le Secrétariat à M. Steinberg et moi-même. Cette position déterminée alors pour répondre à un problème particulier (dossiers de la CCP) ne débouche, faute d'examen d'ensemble, que sur un blocage de la situation, blocage existant en fait depuis le départ de Roger De Braekelere, mais blocage résultant aussi de l'absence de réussite de toute mise au travail des historiens communistes par et dans les structures existantes.

Deux éléments importants m'amènent à poser aujourd'hui le problème.

Le premier est le XXIII^e Congrès du Parti qui a prôné des structures plus participatives des membres du Parti aux prises de décision de celui-ci. Concrètement l'annonce par le CC de la réorganisation de son travail et de ses commissions.

Le second relève en fait de l'exemple donné par l'évolution considérable manifestée par le PCF envers sa propre histoire, sa façon de l'étudier, le débat scientifique permanent qu'a instauré l'Institut Maurice Thorez à son propos. Les derniers Cahiers d'histoire de l'Institut sont d'ailleurs entièrement consacrés à ce problème, "Etudier le PCF", et sont d'une richesse étonnante.

La proposition que je sou mets au Comité Central repose sur trois constatations :

- 1) le problème de l'histoire et des archives du Parti intéresse nos deux communautés. c'est donc une instance nationale qui doit s'en préoccuper.
- 2) Histoire et politique sont liés même si la nature des liens peut être sujet à interprétations différentes.
- 3) Le développement impétueux de la Fondation Jacquemotte dans différents domaines n'a pas réussi à couvrir ce terrain-là.

Désireux de rencontrer ces trois constatations, je demande que l'ensemble des problèmes de l'histoire du Parti et de ses archives soit confié à une Commission du Comité Central composée de membres du CC et d'historiens du Parti.

Cette Commission aurait autorité pour prendre des décisions en matière de conservation et de classement, de consultation des archives.

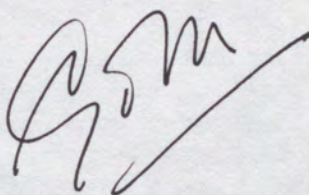
Cette Commission n'aurait pas comme but d'écrire l'histoire -formule abandonnée dans tous les partis comme inefficace - mais d'en stimuler l'étude dans l'ensemble du pays de coordonner la recherche tant de témoignages que d'archives dont mon expérience personnelle m'a montré ~~que~~ la richesse dispersée.

Cette Commission pourrait examiner par quels canaux elle pourrait disposer du personnel nécessaire aux travaux indispensables d'archivage. Je songe ici notamment aux "Spitaels" sous le couvert de l'IMAVO ou de la FJJ, ou encore d'un canal spécifique à créer. Toutes proportions gardées, je songe également aux instruments que se sont forgés les catholiques et socialistes flamands, le Kadoc et l'Amsab.

En résumé, il s'agit de dynamiser un secteur où des possibilités se sont dégagées mais qui ne sont pas reprises en compte par le Parti.

Engagé depuis de nombreuses années de manière militante et professionnelle dans ce secteur, je suis à la disposition du Parti pour mener plus avant la discussion sur ces questions.

Bien fraternellement,



José Gotovitch

PROCES VERBAL DE BUREAU POLITIQUE DU 19/6/79

PRESENTS: BLUME-COUTEAU- DEBROUWERE- DUCHATEAU- LEWIN- RENARD- TURF- VAN GEYT- WITHAGES

EXCUSES: BEAUVOIS COUSSEMENT DE CONINCK DUSSART LOOSE.

ECHANGE DE VUES SUR OBJET ET COMPOSITION DE LA NOUVELLE CCP.

Il faut constater, en tout état de cause, que l'ancienne formule ne correspond plus aux conditions actuelles de la vie du Parti et que la notion de l'existence même de cette institution doit être réhabilitée car elle patit encore de la conception ultra-défensive et policière qu'elle a caractérisée pendant toute une période.

- Il faut donc l'adapter à la situation actuelle et faire en sorte de pouvoir combler certains vides créés après 1964 et de pouvoir répondre à certains besoins immédiats et élémentaires d'un parti démocratique et révolutionnaire.

- L'adaptation implique de cerner et de définir ses compétences

- le problème de la protection des membres du Parti contre les dangers extérieurs concerne la CCP mais relève surtout de la lutte politique pour la défense des libertés démocratiques par l'action sur le pouvoir politique pour qu'il assume ses responsabilités dans ce domaine.

- quant au problème de la prospection et de la promotion des cadres qui relève des surtout des instances dirigeantes, la CCP devrait cependant jouer un certain rôle centralisateur d'informations et ce en liaison avec les secrétaires d'organisation. Dans ce domaine, il faudrait réfléchir à la formule de procéder, par exemple tous les 5 ans, à une enquête de caractère sociologique notamment sur les activités, les centres d'intérêt de l'ensemble des membres du Parti.

- son rôle essentiel devrait consister à répondre aux appels qui lui sont adressés par les diverses instances du Parti pour régler les litiges relatifs aux problèmes de fonctionnement et de procédure et non les problèmes de divergences politiques qui eux sont traités par les instances élues (normalement).

Ce rôle ne peut être assumé par le BP ou le secrétariat, qui seraient juge et partie. La CCP doit donc être un organisme autonome et responsable c'est-à-dire à même de se prononcer sur les litiges dont elle est saisie.

La notion d'autonomie devra encore être précisée car s'il faut une certaine séparation de pouvoirs entre l'exécutif et l'instance qui juge, celle-ci sera composée entre autre de membres du BP mais la garantie de l'autonomie résulterait de son caractère collectif.

- Il faudra réfléchir à une dénomination correspondant aux objectifs assignés à la CCP
)- pour la composition: envisager une direction bi-communautaire: pressentir G. Glineur pour la francophone

A la rentrée de septembre, il faudra préparer une note à discuter par le BP et à soumettre au CC qui discutera de la modification du ROI c'est-à-dire le 8/12

PREPARATION DU CC DU 23/6

ORDRE DU JOUR:

1) Bilan des élections européennes et situation politique dans la perspective de la rentrée

rapport par LVG s'il ne doit pas aller à l'assemblée fédérale de Liège de la veille

2) propositions pour le fonctionnement Commissions CC

: S/Nudelhole (aidé par Turf)

3) Elections pour les ailes du CC des membres bruxellois pour les deux bureaux communautaires

4) Communication par R. LEWIN sur le n° spécial pour le 10e anniversaire des Cahiers marx. (Cette communication sera faite au CC puisque le projet vise à associer des camarades des deux communautés à la rédaction de certains articles).

- Envoyer aujourd'hui encore, un ordre du jour complet aux membres du CC (ne mentionner que les 3 points à discuter)
- Propositions pour les liaisons politiques entre les commissions et le BP (la liaison n'exige pas la présence aux réunions mais implique de veiller à l'orientation politique et à la liaison avec la politique quotidienne)
- santé et cadre de vie: R.LEWIN
- Education Nationale J.TURF
- et
- Enseignement supérieur
- Culture francophone R.LEWIN
- flamande J.DEBROUWERE
- Politique communale M.COUTEAU
- féminine A. DUCHATEAU
- Sociale G.GLINEUR
- Urbanisme et logement P. BEAUVOIS
- Agriculture P. BEAUVOIS
- Indépendants U.Coussement
- Pol.Etrangère J.DEBROUWERE
- Défense nat. CL.RENARD
- LIBERTES DEMOCRAT. J.BLUME
- Pro.Portuaires L.LOOSE
- Fonction publique J.WITHAGES

REPOSE A CHEMA.

Debrouwere-Duchateau et Lewin se verront ce jeudi à 11h. pour préparer la réponse en tenant compte qu'elle devra être expédiée avant les vacances

POLITIQUE ETRANGERE.

En vue du BP de vendredi 22/6, réfléchir aux deux problèmes ci-après:

- 1) opportunité de prendre une initiative publique ou non, en direction du PCF et du PCI pour une prise de contact, après la constitution du groupe communiste au Parlement européen
 - 2) le problème des réfugiés dans le S/E Asiatique et la part de responsabilité du gouvernement du Vietnam
- s'informer des positions PCF/PCI...PCN

ASSEMBLEE FEDERALE DE LIEGE LE 22/6

A. DUCHATEAU donnera sa réponse définitive demain mercredi matin (s'il y va ou non s'il faut le rapport au CC du lendemain- dans ce cas permuter avec LMG_



PARTI COMMUNISTE
DE BELGIQUE

PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20
1000 BRUXELLES
Tél. 512.90.12

COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique s'élève contre l'intention du gouvernement de revoir les projets de coopération avec le Vietnam. Cette intention est annoncée au lendemain de la déclaration du gouvernement vietnamien se prononçant en faveur d'une conférence qui serait convoquée par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et qui réunirait les pays directement concernés par le problème des réfugiés de la péninsule indochinoise.

Une telle initiative devrait aider la communauté internationale à apporter sa contribution à la solution de ce dramatique problème. A la fois en secourant les réfugiés et en aidant le Vietnam à faciliter les conditions de départ des gens désirant émigrer et à créer les conditions qui tariront ce courant d'émigration. Car on ne peut oublier que ces mouvements de population sont une des conséquences des ravages matériels et moraux provoqués par trente années de guerre. La responsabilité de ceux qui, à Paris d'abord, à Washington ensuite, ont fait pendant si longtemps la guerre au peuple vietnamien est à cet égard accablante et disqualifie tous ceux qui ont soutenu cette agression de se poser aujourd'hui en donneurs de leçons.

C'est dans cet esprit que le PCB s'associe à tous ceux qui invitent le gouvernement belge à aider concrètement les réfugiés et le Vietnam.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique

Bruxelles, le 22 juin 1979

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 8 JUILLET 1979

PRESENTS: DEBROUWERE-DUSSART-GLINEUR-LEWIN-RENARD-TIRF

EXCUSES: BEAUVOIS-BLUME-COUSSEMENT-COUTEAU-DE CONINCK _ DUCHATEAU-LOOSE-VAN GEYT-WITHAGES.

DÉCISION CEE. A L'EGARD DU VIETNAM.

J. Debrouwere préparera un projet de communiqué:

évoquer la position de la Croix Rouge internationale à opposer à celle de la CEE qui balaie ses thèmes sur ses rapports avec les pays du tiers-monde.

ENQUÊTES DE LA GENDARMERIE DANS CERTAINES ENTREPRISES POUR CONNAÎTRE LA LISTE DES SYNDIQUES.

Cl. Renard posera une question au Ministre de l'Intérieur

REFORME DE LA SECURITE SOCIALE.

Pour la rentrée, la commission sociale du CC préparera un document de base présentant quelques lignes de force de la position du Parti.

G. GLINEUR établira aussi par l'intermédiaire de R. LEWIN une coopération à ce sujet avec la rédaction du DR.

DECLARATION D'INTENTION DU GOUVERNEMENT -INTERLOCUTEURS SOCIAUX.

Elle s'inscrit dans le cadre d'une offensive cumulée de la droite européenne et de Tindemans.

Notre position fondamentale est maintenue ce qui implique le refus de l'abandon des 36 h. dans les secteurs-clés avec embauche compensatoire et l'opposition tant aux cadeaux au patronat qu'à la modération salariale.

Si une convention interprofessionnelle généralisée se dessinait pour les 36 h. en 1980, elle doit cependant laisser ouverte la possibilité de poursuivre la lutte pour les 36 H. là où cela s'avérera possible.

En ce qui concerne le projet de "primes" pour les patrons, il faudra exiger une différenciation selon les entreprises et les secteurs.

Attirer l'attention des syndicalistes sur la manière dont la réduction horaire serait opérée: insister sur une réduction hebdomadaire et concentré sur le dernier jour de travail et leur suggérer de réfléchir aussi à la formule du nombre d'équipes (arriver à 4?)



PARTI COMMUNISTE
DE BELGIQUE

PRESSE

Avenue Stalingrad 18-20
1000 BRUXELLES
Tél. 512.90.12

COMMUNIQUE

Les décisions les plus récentes du gouvernement en matière de politique étrangère démontrent à nouveau combien, à cet égard, on applique deux poids et deux mesures.

La Belgique veut limiter l'aide donnée au Vietnam. Apparemment elle s'inspire de la Communauté européenne qui a décidé, elle, de mettre fin à toute aide en vivres au Vietnam. Dans les deux cas, on se sert du même prétexte : Il faut punir les autorités vietnamiennes et il faut aider ceux qui sortent du Vietnam. Mais ceci ne fait qu'aggraver la situation, y compris celle des réfugiés.

L'attitude de la Communauté européenne et de la Belgique diffère - et de façon très désavantageuse - de l'attitude du Haut Commissariat des Nations Unies et de la Croix Rouge Internationale. Son but est manifestement d'exploiter le drame des réfugiés et l'émotion légitime qu'il suscite pour nuire au Vietnam et recréer autour de lui une atmosphère de guerre froide.

Toute autre est par contre l'attitude officielle de la Belgique à l'égard du Zaïre. Malgré l'opposition qui se manifeste dans l'opinion publique de notre pays et qui s'est exprimée notamment lors des séances de la Chambre, le gouvernement contribue au maintien d'un régime corrompu qui ne survit qu'en pressurant la population zaïroise et en livrant le pays aux intérêts néocolonialistes, parmi lesquels des intérêts belges. Cette intervention se traduit même sur le plan militaire. Elle risque de placer notre pays dans une position difficile vis-à-vis d'autres pays africains et de l'ensemble des pays en voie de développement, plus particulièrement si l'opposition populaire au pouvoir de Kinshasa devait se durcir à nouveau.

Le gouvernement belge est donc très mal placé pour s'en prendre au Vietnam au nom de préoccupations humanitaires. On en a d'ailleurs une autre illustration dans les événements au Nicaragua, où un despote inhumain utilise des armes d'origine belge pour combattre son peuple sans que nos ministres aient apparemment la moindre observation à formuler à ce propos.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique
Bruxelles, le 6 juillet 1979

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 13 JUILLET 1979

PRESENTS: DEBROUWERE- LEWIN- RENARD- TURF- VAN GEYT-

EXCUSES: BEAUVOIS-BLUME-COUSSEMENT- COUTEAU-DE CONINCK- DUCHATEAU- DUSSART-
GLINEUR- LOOSE WITHAGES.

RBP: en raison des difficultés de dernière minute, surgies entre les deux organisations syndicales, Jan Debrouwere demandera à J.SMETS de convoquer pour lundi 18/7 à 20h. à la fédération d'Anvers, les camarades du Parti membres du comité de soutien

EVOLUTION DE LA SITUATION INTERIEURE ET ACTIONS DU PARTI.

Sans attendre la rentrée, la droite du CVP chercher à consolider son emprise pour pouvoir accentuer la politique de crise, à l'échelle nationale et internationale, et limiter les tendances à la riposte:

cf.: tentatives de remettre en cause l'indexation des salaires

- la sortie du plan De Wulf après la visite de Martens à SCHMIDT et GISCARD
- les dispositions prises en matières internationales et de défense: - la décision de fait concernant l'acquisition des blindés
- l'offensive contre les accords SALT II
- Le Vietnam et les réfugiés

cf. la relance de la bataille sur le plan régional et communautaire

- cette offensive ne signifie cependant pas qu'il n'existe pas de "potentiels" utilisables

- Il faudra donc à la rentrée, prévoir une action vigoureuse et précise et c'est pourquoi:

-- convoquer le CC pour le 8/9 à 18.30h.

- préparer à cet effet, pour la mi-août un document à envoyer aux membres du CC à temps pour cette réunion, et contenant, - a) une déclaration du BP sur la situation politique en précisant certains problèmes notamment sur l'énergie sur les régions...

b) une utilisation du programme

d'urgence

c) un plan d'action pour l'immédiat a

-- organiser une réunion des SP au niveau de chaque communauté pour examiner la mobilisation sur le plan de travail

2.-

-- Vietnam: vérifier si le télégramme signé par des personnalités est en voie de publication- adresser une demande à certains élus belges au parlement européen pour qu'ils interviennent afin que la CEE renonce à sa décision

FETE DE LA PRESSE.

Prévoir au début août, une réunion de travail - LEWIN-MOINS-WITHAGES pour mettre au point dispositions à prendre d'ordre politique -: discours, préparé pour chaque communauté , de LVG

prévoir les mesures de publicité ad hoc... annonces spéciales)

- organisation de débats:

rencontres d'enseignants

jeunes chômeurs

pour les radios libres: examiner s'il n'y a pas lieu de prendre une initiative du côté flamand

I. REUNION DU PARLEMENT EUROPEEN A STRASBOURG

une délégation belge (LVG-RENARD-DEBROUWERE et NUDELHOLE) ira à Strasbourg mercredi 17/7 pour y rencontrer le groupe communiste des 44

-J.Debrouwere préparera une lettre à adresser à certains élus belges (sur problème Vietnam)

INFORMATION SUR ENTRETIENS LVG A MOSCOU

en prendre acte...

PROPOSITION DE RENCONTRE BILATERALE AU SOMMET EN YOUGOSLAVIE.

accord pour que LVG accepte la proposition pour le mois de septembre

PROJET DE SCHEMA POUR LA RENTREE.

par LVG (13 juillet 1979)

(appel CC, plan de travail, plan d'urgence du congrès-réactualisé)

1.- Cinq mois de gouvernement Martens-Spitdels

Un gouvernement né a- du non-raz de marée de la droite, le 17/12/78

b- du triomphe du 29 mars en Wallonie (36h.+vraie régionalisation)

c- des luttes en front commun (y compris enseignement)

Tindemans et les libéraux mis en réserve, points mi-positifs dans programme
MAIS: carcan budgétaire (cf.enseignement), pressions FEB/VEV et Fabrimetal, diktats
des trusts énergétiques (RBP, contrat-programme, Doel 4 et Tihange 3), "évitement"
de l'élection directe

Les points mi-positifs se réduisent comme peau de chagrin, les travailleurs et les
jeunes sont déçus, les options syndicales belges et CEE lâchées. A quoi s'ajoutent
les résultats préoccupants de 10 juin.

2) Aussitôt passé le 10 juin, la droite abat ses cartes

a) au niveau de la CEE, Strauss, Weil, Thatcher, Tindemans

pressions contre 36h. et indexation salaires

dénigrement Salt II, menaces contre OPEP, tapage réfugiés Viet-
nam

b) au niveau belge: du plan VdB au plan Dewulf

budget 80 (voir début août: enseignement, SNCB)

options Energie

blindés et SHABA

droite CVP + lib. pour hégémonie en Flandre (pacte culturel)
et contre autonomie W/B/

... et ses partenaires baissent pavillon

D'où très sérieux danger d'offensive tous azimuts à la rentrée:

terrains social, communautaire, international (Pershing, RFA, Benelux) plans de mise
en place d'une tripartite.

3) Pour une contre-offensive "au départ des masses", et en solidarité avec le mouvement
au niveau CEE

a) 36h. en 80 dans les secteurs-clés (ACEC, Grands magasins...)

b) bas les pattes de la libre négociation salariale, de l'indexation des acquis
sécurité sociale

c) défense des secteurs d'utilité publique (enseignement, SNCB)

d) énergie : moratoire effectif et vrai débat LIBRE des diktats trusts et CEE

e) rompre avec les diktats des "Grands" de l'OTAN contre pays OPEP

f) pas de Pershing ni de bombe N : "ouvrir" Vienne

g) repiquer vers élection directe

Tout cela dans une triple perspective politique pour laquelle le PCB se veut non

seulement preneur, mais élément moteur:

- échec à la droite ultra, au niveau belge et CEE
- initiatives des masses (syndicats, etc) indépendantes de la coalition
- pression décuplée pour dégager un(des) front(s) politique(s) en travers des barrières (zuilen) coalition/opposition arc-boutés sur syndicats et organisations sociales et de jeunesse, enracinés dans chaque région, et convergents aux niveaux belge et CEE

PROCES-VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 10 AOUT 1979

Présents : Jean Blume, Urbain Coussement, Augustin Duchateau, Robert Dussart, Pierre Beauvois, Jaak Withaeges, Rosine Lewin

.....

I/ Projet d'appel du CC pour la rentrée

Après un échange de vues sur le projet de schéma laissé par LVG, certains éléments nouveaux se dégagent :

- la brutalité des mesures budgétaires arrêtées par le gouvernement accélère le processus de régression sociale; il faudra se prononcer pour ou contre la politique Martens-Spitaels, sans grandes possibilités (ou opportunité) de nuances

- l'offensive de la droite frappe un ensemble très large de couches sociales. Il est important d'en faire prendre conscience afin de favoriser un front, des actions interprofessionnelles

- le désarroi au sein du PS est dangereux et les silences de la FGTE inquiétants

Jean Blume prépare un projet de document qui sera discuté le 17 août.

2/ Conférence de presse de R. Dussart : elle aura lieu la semaine après le 15 août, à Charleroi, et centrée sur son expérience de mandataire du Pays noir, en fonction des luttes (notamment) aux ACEC, avec perspectives indiquées par BP.

Levaux en sera informé, en sa qualité de chef du groupe parlementaire.

3/ Missiles nucléaires : Blume rédige un projet de communiqué sur l'opposition du PCB à cette menace. A envoyer le 10 août à la presse.

4/ Lettre du personnel du CIDAT : Lewin soumet réponse, et lettres aux Premier ministre et ministres de l'Education nationale, à envoyer sans délai.

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 24 AOUT 1979

Présents : Louis Van Geyt, Jef Tuff, A. De Coninck, R. Dussart, J. Blume, Urbain Coussement, Jan Debrouwere, Ludo Looze, R. Lewin, Augustin Duchateau, J. Withaeges (et vers midi : G. Glineur)

.....

1/ Projet d'appel à lancer par le CC du 7 septembre

Le nouveau texte de Jean Blume fait l'objet d'un examen attentif. Si de l'avis général, il constitue une bonne base, rédigée avec clarté et concision, il reste quelques modifications à y apporter.

Elle portent pour l'essentiel sur :

- le développement des actions contre les mesures gouvernementales doit être mieux pris en compte ;
- les socialistes ne doivent pas être la cible principale ;
- il faut refuser fermement la régression, mais ne pas s'en tenir au refus. La formule "front du refus" est à revoir ;
- ajouter page 3 parmi les méfaits gouvernementaux, les attaques contre les catalanes et secteur socio-culturel ;
- préciser la revendication d'ordre fiscal par points tels que indexation barèmes et cumul revenus des époux ;
- les 36 heures restent un enjeu-clé, mais il faut indiquer à ce propos que le problème se pose en liaison avec le renouvellement des conventions collectives ;
- indiquer l'ampleur du chômage ;
- ne pas escamoter la politisation des luttes : il y a là déjà un acquis (ACEC, RBP, RTT - voir aussi article Vanden Eynden dans Socialistische Standpunten) qu'il faut sauvegarder et étendre.

Jan Debrouwere fera équipe avec Blume pour "toiletter" le texte lundi après-midi.

En plus de l'Appel, le CC pourrait produire un communiqué sur les problèmes internationaux, et éventuellement faire état des effets de la question parlementaire de Claude Renard sur la gendarmerie.

2.-

2/ En présence de Susa Nudelhole, Louis Van Geyt expose le danger grave que représente le projet atlantique d'installation de fusées Pershing en Europe occidentale. Il constate qu'il n'existe plus un instrument d'information et de mobilisation de l'opinion publique sur les problèmes du désarmement. Il propose une initiative du PCB afin de favoriser une opposition très large au projet Pershing et cela sur deux plans :

1/ en direction de certains PC d'Europe occidentale, à commencer par le PC des Pays-Bas, puis France et Italie ;

2/ vers les deux partis socialistes de Belgique, et si possible des personnalités chrétiennes.

Après discussion, la proposition présidentielle est approuvée, en précisant néanmoins que le PCB veillera, en ce qui concerne sa propre action, à intégrer la lutte contre l'installation de fusées dans son plan de travail.

• PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 5 OCTOBRE 1979

PRESENTS: BEAUVOIS- BLUME- COUSSEMENT- COUTEAU- DEBROUWERE- DE CONINCK- DUCHATEAU-
DUSSART- LEWIN- RENARD- TURF- VAN GEYT- WITHAGES
EXCUSES: GLINEUR- LOOSE.

SITUATION POLITIQUE DE LA RENTREE et CONCERTATION SOCIALE.

Les agressions du gouvernement et du patronat ne se déroulent pas sans difficultés: Ils n'ont pas réussi, jusqu'à présent, à faire souscrire par les organisations syndicales le premier volet de la concertation en le détachant d'une discussion sur la sécurité sociale et sur la fiscalité; c'est dans la précipitation qu'ils ont mis les organisations syndicales devant le fait accompli, en matière de sécurité sociale; les interventions extérieures deviennent plus pressantes (après celles qui ont amené le remplacement du plan VdB par le plan De Wulf, le gouvernement a dû prendre des engagements pour éviter que le fr.belge ne subisse le même sort que la couronne danoise) Gouvernement et patronat essaient de tirer la concertation en longueur et sont disposés à l'étirer même au delà de fin 1979.

Le CVP essaie d'isoler le PS... pour pouvoir s'orienter vers une tripartite

Dans les syndicats: les perspectives de réactions ne sont pas très claires:

cf. le récent edito de Debuinne sur la sécurité sociale, n'évoque pas le refus du fait accompli;

cf. les récents congrès FGTB de Liège et de Charleroi ne tracent pas de perspectives claires d'action

- L'Interrégionale wallonne de la FGTB: entrouvée une perspective... mais attend l'assemblée du 25/10

- En Flandre: S'il est vrai que l'Interrégionale de l'ABVV s'est prononcée contre le plan de démantèlement de la SNCB, il n'y a pas d'autres perspectives claires.

Le mécontentement et les protestations de la classe ouvrières sont empreints d'hésitations et de désarroi du fait que le carcan dans lequel ils se battent a été établi par Martens avec la collaboration de Spitaels, de Claes et de Califice.

Les travailleurs socialistes restent donc très sensibles à l'idée de moindre mal qui apparaît comme le frein principal à une opposition active.

- La politisation des luttes est souvent interprétée non pas comme une pression à exercer sur le gouvernement actuel mais comme un objectif pour faire sortir les socialistes et les démo-chrétiens du gouvernement

Il importe donc actuellement d'inscrire notre campagne dans une perspective politique plus élaborée et de préciser des objectifs à la hauteur des besoins présents, objectifs à présenter au gouvernement actuel.

Ces objectifs doivent viser non seulement l'opposition aux mesures de régression mais aussi des changements politiques à la portée du mouvement ouvrier dans l'étape présente c'est-à-dire qu'il s'agit de compléter le refus de la régression - la défense des acquis sociaux - par une volonté de récupération de ce qui a déjà été enlevé.

Il s'agit notamment de démystifier la signification de la modération salariale puisque les dispositions prévues par le Budget 80 constituent en réalité une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs, des chômeurs, des pensionnés.

Il s'agit en même temps d'arracher des "morceaux" de changements politiques en présentant des objectifs obligeant le gouvernement à changer sa politique actuelle:

cf. possibilités en matière S.N.C.B.: exiger du gouvernement qu'il suive l'exemple suédois de réduction sensible des tarifs

cf. en matière de sécurité sociale : proposer des réformes susceptibles d'assurer les ressources nécessaires

cf. exiger pour 1980 , une réparation des revenus

cf. RTT: le gouvernement s'est engagé à ouvrir quelques milliers de nouveaux emplois.

- Objectifs-clé sur lesquels cristalliser les initiatives en soulignant qu'on se bat pour obliger le gouvernement à modifier sa politique
- les 36 h. dans certains secteurs-clé

ACEC

Certains secteurs sidérur. Charleroi

Liège: FN COCKERILL

CENTRE ?

BORINAGE ?

ANVERS

GAND SIEMENS ?

LIMBOURG- examiner comment lier lutttes en cours à la "récupération"
(sera examiné par Withages et De Coninck)

La récupération = essayer de concrétiser les pertes que subiront les travailleurs, les pensionnés, les ménages en 1980; essayer de chiffrer la note du plan Califice pour la Wallonie: accentuer la revendication d'un secteur public autonome (en opposition avec la nomination d'Humblot et la reprise de la présidence PSC par VdB).

POLITIQUE ETRANGERE.

Informations sur les récents contacts internationaux

- Ligue des Communistes yougoslaves:

-- prendre acte de l'intérêt manifesté par la proposition du PCB sur une zone dénucléarisée...

-- envisager des rencontres de travail plus régulières

PCF:

concernant la proposition franco-italienne, d'organiser à Bruxelles une rencontre de travail (mais avec répercussion publique) des PC de l'Europe capitaliste sur les problèmes de la crise, accord pour le prendre en considération et d'essayer de la programmer vers avril/mai 1980

- Contacts avec PC suédois et Finlandais pour discuter de notre proposition (zone dénuclé) et pour assurer leur présence au Forum sur sécurité et coopération européenne: seront pris par J. Debrouwere

Réunion à Bruxelles du 15 au 17/10 de l'UEO sur la politique européenne des armements: être attentifs au discours que Martens doit y prononcer

Bataille en Belgique contre l'implantation de fusées nucléaires:

- prendre acte des perspectives favorables qui se dessinent du côté de la Concertation
- dès qu'un appel serait rendu public, en informer R.Dussart

GROUPE AD HOC SUR REFORME DE LA SECURITE SOCIALE.

- accord sur la proposition issue de la première réunion du groupe à savoir: faire paraître très rapidement un "Faits et arguments" afin de fournir aux militants une première base d'informations

- prendre acte d'une nouvelle réunion le 15/10 à 19H. pour élaboration de propositions à soumettre au BP.

XXXXX

PROJET D'ENQUETE SOCIAOLOGIQUE DANS CERTAINES SECTIONS DU PARTI.

Les membres du Bureau sont invités à communiquer à R.LEWIN le plus rapidement possible leurs remarques et suggestions concernant le questionnaire (sans attendre la prochaine réunion du BP)

Le questionnaire sera précédé d'un "chapeau" pour préciser le but de cette enquête.

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 6/11/1979

PRESENTS: BLUME- COUSSEMENT- COUTEAU- DEBROUWERE- DE CONINCK- DUCHATEAU- GLINEUR-
LOOSE- RENARD- TURF- VAN GEYT- WITHAGES

EXCUSES: BEAUVOIS- DUSSART- LEWIN.

CERTAINS ASPECTS DE L'EVOLUTION DE LA QUESTION NATIONALE.

- L'analyse et la réflexion devront être poursuivies pour pouvoir encore affiner nos positions et mieux influencer les événements.

L'évolution de la situation nous amène cependant à cerner certaines notions de plus près- même si le Parti n'a pas procédé récemment à des études approfondies de ces problèmes - car nous sommes entrés dans un stade nouveau - constituant encore à l'heure actuelle un stade intermédiaire.

— Elément nouveau: ce n'est pas l'existence d'une bourgeoisie flamande (différente certes de celle qui s'est effritée en 1950 avec l'arrivée en masse de firmes multi-nationales) et qui à ses caractéristiques spécifiques à savoir qu'il s'agit d'une bourgeoisie de cadres supérieurs, de managers (traversée d'ailleurs par des courants contradictoires), mais le fait que commence à s'affirmer une division au sein de la grande bourgeoisie monopoliste et au sein de la grande bourgeoisie flamande qui elle prétend aujourd'hui à une hégémonie pour son propre compte.

Pour pouvoir situer convenablement la manière dont la lutte doit être menée, il faut bien préciser qu'il s'agit de la GRANDE bourgeoisie flamande base solide du CME ce qui implique le maintien de fronts contre le capitalisme monopoliste.

Cette nouvelle grande bourgeoisie prend son principal point d'appui dans le populisme flamand, largement dominant dans le CVP; elle veut des structures nouvelles plus efficaces pour réaliser ses vues et veut empêcher des réformes de structures en Wallonie (cf. études Van Rompay expliquant que la Wallonie vit sur le compte de la Flandre)

Ceux qui font le lit de cette nouvelle grande bourgeoisie sont ceux qui s'écartent des forces les plus combattives du mouvement ouvrier et démocratique.

- menaces de dislocation en Belgique? : une situation de rupture peut être créée par les manoeuvres et visées de la tendance Tindemans; cela dépend aussi

Elaborado por el autor a partir de los datos de la encuesta.

de la possibilité ou non que passe le plan d'austérité de toute la bourgeoisie monopoliste et si le plan subissait un cran d'arrêt, le processus de dislocation serait retardé.

Il faut aussi souligner de ce point de vue, les conséquences à moyen et long terme de la scission au sein du Parti socialiste belge, scission qui a considérablement affaibli les forces sociales capables de s'opposer à la dislocation.

- Rôle politique de la classe ouvrière et son caractère belge:

-- le rôle politique est beaucoup plus grand en Wallonie qu'en Flandre où le poids politique des couches démocratiques ne s'exprime pas essentiellement par la classe ouvrière mais aussi par des mouvements culturels et par des mouvements comme l'antiEgmont comité.

-- le caractère belge: reste à définir.

- Le problème institutionnel n'est pas seulement un problème de régions mais aussi de nationalités (communautés) Problème à prendre en compte dans une optique de classe sinon d'autres le feront dans une optique séparatiste

- Bruxelles: se prononcer pour une REGION AUTONOME en opposition avec ceux qui veulent mettre Bruxelles sous tutelle.

- Structures du Parti: Il doit conserver sa structure nationale tout en développant la concertation entre les deux communautés non pas par l'adoption de positions nécessairement communes mais pour assurer l'opposition à toute forme d'escalade.

expliquer publiquement et clairement pourquoi le Parti
reste uni

la proposition de s'orienter - pour préserver l'unité du Parti - vers une confédération n'a pas été discutée et devra donc faire l'objet d'examen ultérieurs.

- Comment éviter que la Wallonie ne devienne une région dépendante de la Flandre: des propositions simples et concrètes devront encore être élaborées.

ACTION CONTRE IMPLANTATION DES FUSÉES.

- Question du Sénateur Radoux à Simonet (à laquelle Defosset a répondu) = prévoir une réaction dans le DR
- attirer l'attention des camarades militants dans les mouvements de la Paix
- Pétition en Flandre: prendre acte de la signature de nombreux parlementaires BSP et VU et de démarches bien en cours pour la constitution d'un comité anti-fusées à Anvers

CCP

J. BLUME préparera un projet de texte à introduire dans le nouveau ROI qui sera soumis au CC du 8/12

l'élection de la CCP : se fera en même temps que l'élection des instances dirigeantes (après les congrès fédéraux)

- examiner avant ce moment, comment elle fonctionnera et avec quels cadres.

RÉUNION DES MILITANTS SYND. ENSEIGNEMENT

aura lieu le 14/11 à 18h. pressentir P. Beauvois pour y assister au nom du BP et le Bureau flamand de vendredi prochain désignera un de ses membres.

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 16/11/1979

PRESENTS: BEAUVOIS- COUSSEMENT - COUTEAU- DEBROUWERE- DUCHATEAU- GLINEUR- LOOSE
RENARD- TURF- VAN GEYT- WITHAGES

EXCUSES: BLUME- DE CONINCK- DUSSART- LEWIN

ADAPTATION DU REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR (présence J.MOINS)

- Le groupe ad hoc mettra au point la toilette et la cohérence du texte/^{sur}base des discussions qui viennent de se dérouler.

Deux points devront être précisés au cours du BP prochain, celui du 23/11, à savoir:

- le mode d'élection des organes dirigeants (faut-il ou non préciser le nombre minimum de candidats à retenir)
- la proposition de texte (élaboré par J.Blume) relative)à la CCP.
- Le rapport qui sera présenté par le groupe de travail, le sera au nom du BP (un accord suffisant s'étant dégagé au BP)/

PROPOSITIONS A COURT TERME SUR LA SECURITE SOCIALE (note de U.COUSSEMENT°

Les membres du BP communiqueront au secrétariat leurs remarques éventuelles ainsi que leurs propositions en vue de la composition du groupe de travail qui préparerait pour d'ici 3-4 mois une étude de réforme globale de la sécurité sociale.

PROJET DE COMMUNIQUE SUR LE PROJET DE LOI SUR LES LOYERS.

à examiner par les groupe parlementaire et à faire publier en début de semaine prochaine

ACTION CONTRE L'IMPLANTATION DES FUSEES.

Les initiatives d'apposition se multiplient (cf.entre autre constitution comité à Anvers avec participation BSP, KP, et certains démo-chrétiens

- Deux points de consensus se dégagent (cf. la rencontre avec des parlementaires à l'initiative des deux " Concertations " flamande et francophone) à savoir:

- a) il faut un débat parlementaire public
- b) il faut entreprendre des négociations avant de prendre une décision irréversible

- Dans nos articles de presse, mettre l'accent, en évoquant les propositions Brejnev, sur celle qui est la plus importante c'est-à-dire l'offre d'ouvrir les négociations SALT III

- La lutte contre l'implantation des missiles ne se termine pas avec la prochaine réunion de l'OTAN, quelle qu'en soit l'issue.

LUTTE CONTRE LOI PROGRAMME.

La coïncidence des dates de la semaine d'action de la FGTB et de la CSC donne une ouverture pour l'action aux syndicats chrétiens

- rien dans les positions syndicales, y compris dans celles de Houthuys, n'empêche des interventions de l'ensemble des travailleurs auprès de TOUTES les forces politiques

LITIGE SOULEVE A LA COMMISSION F.

- La lettre de BG est à la disposition des membres du BP chez LVG
- Prendre acte de ce que la réunion éventuelle envisagée par le secrétariat pour ce vendredi n'aura pas lieu, BG ayant accepté de suspendre la mise en application de ses projets jusqu'à son retour de voyage.

Dans l'état actuel certaines discussions, le BP donne mandat aux camarades du Secrétariat et à U.Coussement de poursuivre la discussion avec BG en qualité de délégation BP.

Ils rendront compte au BP avant le CC du 8/12.

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE. 14 DECEMBRE 1979

PRESENTS: Beauvois- Blume- Coussement- Gouteau- Debrouwere- De Coninck- Dussart-
Duchateau- Gilneur- Lewin- Loose- Renard- Turf- Van Geyt- Withages

LUTTE CONTRE LES FUSEES.

Il s'agit de bien évaluer la situation pour éviter que la déception de l'emporte sur le relais à prendre. Ce serait donc une grave erreur que de réduire le résultat de la lutte à zéro. Il ne faut par contre pas la sur-estimer car on ne serait crédible ni à l'échelle internationale ni au niveau des nouvelles forces qui se sont jetées dans la bataille

- le conditionnement de la Belgique et de la Hollande consiste à ne pas décider définitivement dès maintenant de l'implantation dans ces deux pays
 - l'Otan a reconnu le droit de ces deux pays de conditionner leur oui, en raison de leur appréciation sur la situation entre les deux alliances et dès lors le poids de ces deux petits pays est faible
 - Par contre, le "oui mais" conditionne dans une certaine mesure le oui de la RFA... et les Faucons auront les mains un peu moins libres
 - Rien n'est gagné mais les possibilités existent
 - souligner qu'il serait illusoire de croire que le mouvement pourra gagner en qualité sans lutte et qu'il faut donc exploiter le "petit terrain conquis" pour développer la lutte politique.
 - montrer les contradictions à surmonter : le "non" du BSP et puis du PS , n'a cependant pas réussi à vaincre les résistances des Simonet et Claes
- La pression doit donc s'amplifier spécialement en direction des forces politiques directement liées au pouvoir

-Prendre certaines initiatives:

- confronter notre évaluation avec celle des camarades Hollandais
- si elle se confirme, prendre contact avec les camarades des pays socialistes, pour exposer notre point de vue selon lequel il subsiste un espace pour des initiatives sur la base de "négocier pour un équilibre le plus bas possible" et pas des mesures unilatérales à exiger du pacte de Varsovie.

PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 21/12/1979

PRÉSENTS: BEAUVOIS- BLUME- COUSSEMENT- COUTEAU- DEBROUWERE- DUCHATEAU- DE CONINCK
GLINEUR- LEWIN- RENARD- TURF- VAN GEYT- WITHAGES

EXCUSES: DUSSART- LOOSE.

PROCHAINES REUNIONS DES INSTANCES DIRIGEANTES.

- BP: 4/1/1980

les Bureaux d'alles: 11/1/1980

SITUATION POLITIQUE.

Le thème du parallélisme (évoqué par le Front des francophones) est en voie d'être dépassé par ceux-là mêmes qui s'y sont accrochés... et la recherche d'un nouveau compromis sur le problème institutionnel, aboutira à une liquidation plus poussée encore de la notion de région wallonne. Tindemans ET Martens sont d'accord pour que le niveau auquel on envisage de donner le pouvoir soit la Communauté francophone... et le repli du Front des francophones a été opéré en connaissance de cause

- par contre sur le front de l'austérité, les partis de la majorité essaient de maintenir le parallélisme.

Les travailleurs ne réalisent pas que si la régionalisation bidon passe, les partis de la majorité s'inclineront devant une loi programme sans avoir obtenu des amendements à des chapitres fondamentaux: maintien des acquis sociaux, allocations de bien-être

Le gouvernement a du reculer sur certains points mais il a gardé un grand nombre d'atouts.

Si Tindemans marque des points et joue gagnant, il n'est cependant pas maître du jeu car ceux qui ne veulent pas de la rupture avec les réformistes restent forts (cf. entre autre soutien de la Cour) et un certain succès dans la bataille pour les amendements peut le faire reculer.

- C'est pourquoi la bataille-clé, à la rentrée, c'est celle pour que ne soient pas écartés des amendements tendant à une refonte de la loi-programme. Il s'agira de faire connaître nos amendements - et aussi ceux du PS et BSP - en diffusant l'information dans les milieux concernés.

• PREPARATION DU CC DU 19/1/1980

En vue de la poursuite de la discussion au BP du 4/1 (sur le document à soumettre au CC et sur le plan de travail) envoyer aux membres:

-- la note schéma de LVG

-- les documents de base (extraits rapports LVG au CC du 13/10 et de Cl.Renard au CRW du 24/11 et de Faits et Arguments avec le rapport de Jef Turf au CC du 13/10)

- le schéma pourrait être complété par les remarques ci-après:

- le Bilan: examiner encore l'ampleur à lui donner, en tous cas, mettre bien en avant les aspects positifs qui aideront à dégager les orientations pour l'action d'aujourd'hui

(y faire référence aussi à la bataille pour la défense des droits démocratiques)

-- bien montrer le lien entre la lutte pour une croissance économique et celle pour une réelle réforme des institutions: pour Bruxelles, aider les camarades à porter leur critique du FDF sur son insertion croissante dans l'Establishment

- pour le Parti: chercher comment mieux capitaliser les éléments dont on dispose

- pour la politisation des luttes: souligner qu'elle est toujours liée au travail à la base et qu'elle ne peut être confinée à quelques députés progressistes
L'Objectif étant d'investir les centres de décision

pour les alternatives

-- réfléchir à la présentation de la notion de "contre-pouvoir"

- examiner comment impulser le travail des commissions vers l'étude de propositions alternatives - Impliquera une meilleure collaboration avec le secrétariat du groupe parlementaire

-Au BP du 4/1; il faudra désigner un groupe de travail qui, sur base de la mise au point du schéma, rédigera aussi un document destiné à la discussion dans le parti, en vue des congrès fédéraux

PLAN DE TRAVAIL: (sera discuté au BP du 4/1)

concernant les fusées: envisager:

1) une pétition de masse basée sur trois mots d'ordre:

PAS DE FUSEES

INITIATIVES IMMEDIATES POUR DES NEGOCIATIONS

UN DEBAT AU PARLEMENT AVANT LA PROCHAINE REUNION DE L'OTAN EN AVRIL

3.

- 2) une journée nationale d'action en direction des éiús

POLITIQUE INTERNATIONALE

Visite d'une délégation du Parti au Vietnam: faire des propositions à un BP à la rentrée

- participation A. DE CONINCK: à la manifestation à Paris contre les fusées
prendre acte de son information sur l'orientation donnée à la
campagne
- bataille anti-fusées: être attentif au terrain et formes de négociations dont
il est question

CARTE DE MEMBRE 1980

- compte tenu des lettres de protestation du CF de Charleroi et de P. Wagemans
de Gand, il faudra trouver pour l'avenir des formes d'association et de concerta-
tion de plus de camarades
- pour la carte de 1981 le secrétariat recherchera des formes limitées de consul-
tation

ARTICLE DANS DR (19/12) signé Roxane

à examiner au Bureau wallon et francophone mais en attendant Cirenard examinera
avec R. Lewin s'il y a lieu d'en discuter avec le Rédac.Chef

Premier jet pour discussion au Bureau Politique

FAIRE FRONT POUR REFUSER L'AUSTERITE, POUR TENIR LA DROITE EN
ECHEC

Le Comité central du P.C.B. constate que l'été 1979 a marqué une nouvelle aggravation de la crise économique.

Au 31 juillet notre pays comptait 288.801 chômeurs complets indemnisés : 16.058 chômeurs de plus qu'en juillet 1978. Tout porte à craindre que le cap des 300.000 chômeurs complets sera largement dépassé dès le début octobre. Au total, d'ailleurs, 600.000 personnes sont déjà touchées par le délabrement de l'emploi.

Ce n'est là, pourtant, qu'une indication parmi d'autres, hautement significatives de la gravité des problèmes que le monde du travail, le mouvement démocratique de notre pays ont à affronter dès ce mois de septembre.

La droite durcit son action au plan européen.

La droite européenne n'a pas été longue à interpréter à sa manière les résultats des élections du 10 juin et à prendre l'initiative d'un durcissement de la politique de crise.

De Strauss à Thatcher, en passant par Weil et Tindemans, l'accélération brutale de la politique d'austérité et des manoeuvres visant à brimer les aspirations populaires, le tout allant de pair avec le sabotage de la détente, sont à l'ordre du jour.

Sur le terrain social, c'est l'opposition à la revendication des syndicats européens touchant la réduction de la durée hebdomadaire du travail. C'est une offensive contre l'indexation des salaires, lesquels sont, partout, constamment rongés par l'augmentation des prix et des taxes.

Sur un plan plus général, tout est fait pour minimiser la portée des accords Salt II sur la limitation des armements stratégiques. A peine ces accords signés, le gouvernement des USA peut se permettre de lancer un projet d'implantation de nouveaux missiles nucléaires dans cinq pays d'Europe, dont le nôtre. L'attitude de la droite européenne à l'égard des pays producteurs d'énergie et de pétrole est imprégnée du même refus agressif de rechercher la coopération et la détente sur des bases d'égalité. L'oubli cynique des responsabilités occidentales à l'égard du Vietnam préside à la démagogie déployée autour du drame des réfugiés du Sud-Est asiatique.

Tout indique, dans le chef de la droite néo-otaniennne, la volonté d'aggraver un climat d'inquiétude, afin de faciliter partout les mesures de régression sur les plans économique, social, politique.

Moins de six mois pour peser le gouvernement Martens-Spitaels

En Belgique, il n'a pas fallu six mois à la droite (et notamment à la droite C.V.P. et à M. Tindemans) pour prendre la mesure d'un gouvernement Martens-Spitaels qui ne correspondait à ses vœux qu'en vertu de considérations d'opportunité.

Le gouvernement Martens-Spitaels tenait compte, dans sa composition et son programme, des résultats électoraux du 17 décembre 1978. Résultats qui ne donnaient pas le "feu vert" à une offensive d'austérité aussi nette que la F.E.B. l'aurait souhaitée, ni à une contre-offensive antirégionaliste aussi sèche que la grande bourgeoisie unitariste ne le désire aujourd'hui encore.

Très vite, cependant, il est apparu que les composantes socialistes et "régionalistes" du gouvernement Martens-Spitaels n'étaient guère résolues à s'appuyer sur des mouvements revendicatifs puissants et nombreux pour préserver les points les moins négatifs du programme gouvernemental. Par contre, les points de ce programme les plus conformes aux vues des trusts et de la haute finance, et les plus restrictifs quant aux besoins sociaux, étaient approuvés.

S'appuyant sur cette courte expérience et les résultats électoraux du 10 juin, les forces de droite ont abattu leurs cartes. Leur porte-parole a été M. Tindemans, représentant belge de la droite européenne la plus résolue, et détenteur d'une capacité de pression incontestable sur ses coreligionnaires sociaux-chrétiens, qu'ils soient de Flandre, de Wallonie ou de Bruxelles.

Dès la fin juin, M. Tindemans a remis en cause le programme du gouvernement dont le chef est l'ex-président de son parti. Raidissement sur le plan budgétaire et social, coup d'arrêt sur le plan institutionnel: telles étaient les lignes essentielles de son discours.

Dès lors, la perspective de la droite apparaissait clairement. Il s'agissait de miser sur la complaisance des ministres socialistes pour accentuer les mesures d'austérité, et de miser aussi sur un mouvement d'impatience du F.D.F., que tout nouveau retard dans la mise en place d'une régionalisation même approximative met en difficulté. Le tout en vue d'un revenir à court terme à la formule gouvernementale qui a toujours été la plus favorable à la droite : la tripartite sociale-chrétienne, libérale et socialiste, au sein de laquelle les ministres socialistes seraient les otages des autres, plus/^{encore} aujourd'hui que naguère d'ailleurs, puisqu'ils n'appartiennent plus au même parti.

Avant les concertations sociales : les mauvais coups du budget 1980

Les pressions de la droite ont eu, sur le comportement du gouvernement Martens-Spitaels, un effet certain et rapide.

Le budget 1980 met une dernière touche à un bilan gouvernemental provisoire qui pouvait déjà se résumer comme suit : restrictions budgétaires ayant provoqué déjà de profonds remous chez les enseignants, parmi la jeunesse, chez les parents d'élèves ; options obéissant aux diktats des trusts en matière d'énergie ; orientation néo-otanienne en matière de défense nationale et de politique étrangère ; refus des élections directes qui permettraient à la Wallonie et à Bruxelles d'accéder au minimum nécessaire d'autonomie, cependant que toute latitude est laissée au CVP et aux libéraux pour développer, à partir de la Flandre, des manoeuvres ayant pour but de stopper la régionalisation démocratique et d'assurer la continuité d'une politique conforme aux vœux de la grande bourgeoisie unitariste.

Ce budget 1980, dont M. Martens a laissé entendre qu'il devait être accepté tel quel, s'en prend directement à une des conquêtes les plus importantes du monde du travail : la Sécurité Sociale, qu'il ampute de 11 milliards. En outre, il frappe également les travailleurs et les usagers des transports en commun et les usagers de l'automobile dans un pays où le parcours quotidien entre le lieu d'habitat et le lieu de travail devient toujours plus difficile à accomplir. Enfin, il annonce de nouvelles augmentations de prix, de nouvelles diminutions du pouvoir d'achat des salaires.

Le projet du gouvernement Martens-Spitaels est évidemment de mettre les travailleurs organisés devant une série de faits accomplis, avant même que les concertations sociales de la rentrée aient commencé.

Récuser le budget 1980, la politique d'austérité du gouvernement...
et surtout s'unir.

C'est sans nul doute à partir de la défense des acquis sociaux, de la bataille pour l'emploi, de la lutte contre les mauvais coups du budget 1980, que le monde du travail devra réagir contre l'offensive de la droite et des puissances financières dont la droite sert les intérêts.

Il devra nécessairement le faire autrement que dans un proche passé.

Les travailleurs organisés de notre pays n'ont pas à rougir de leur combativité.

Les luttes des enseignants en Front Commun, la lutte de R.B.P., celle des ACEC de Charleroi, l'ampleur et le contenu, à la fois social et politique, de la manifestation du 29 mars dernier : autant de preuves, parmi des dizaines d'autres, d'une réelle capacité de réflexion et d'action.

Cependant, le monde du travail et ses diverses expressions syndicales et politiques traversent une période de désordre, sinon de désarroi, dans leur réponse aux plans de la bourgeoisie et du grand capital.

Les combats se mènent en ordre dispersé. La solidarité interprofessionnelle manque, de même que l'indispensable continuité entre la lutte pour une revendication sociale aussi essentielle que les 36 heures et l'aboutissement de cette revendication au plan de la politique générale.

Les luttes sociales et politiques de la rentrée, si elles se veulent efficaces, doivent partir d'une réflexion globale sur l'offensive de la droite et les moyens de la contrer.

Les bases de cette réflexion globale sont les suivantes :

- 1/ Refus de toute nouvelle atteinte aux acquis sociaux : par conséquent, refus du budget 1980 ;
- 2/ Refus de tout nouveau retard dans la régionalisation : s'appuyer sur le programme du 29 mars ; exigence d'élections directes ;
- 3/ Accélération des mesures de lutte contre le chômage : 36 heures, plans régionaux et sous-régionaux de création d'emplois nouveaux ;
- 4/ Exigence d'une politique extérieure favorable à la détente et à la coopération ;
- 5/ Pression, à partir du monde du travail, de la F.G.T.B. et la C.S.C., sur les mandataires politiques se réclamant du monde ouvrier, afin d'échapper au piège de la tripartite.

Note : J'arrête ici le texte, le temps me manquant pour rédiger des propositions de "rafraichissement" du programme du Congrès. J'aurai des propositions pour vendredi.

Jean BLUME